

## La SLN déploie le PAC

Plan d'Amélioration de la Compétitivité



MENSUEL N°22  
JANVIER 2010  
100 FRS

### Actualité Syndicale



Page 7

**PONÉRIHOUE AMBULANCES**  
Bientôt 3 bougies  
pour le piquet de grève

### Espace Militant



Page 11

**LIBÉRATION**  
Un beau cadeau de Noël

### Echos Des Fédés



Page 12

**BUREAU ELARGI**  
Bilan 2009 et bilan des  
élections provinciales Iles

### Actualité Régionale



Page 14

**AUSTRALIE**  
Kevin Rudd s'excuse auprès  
des "enfants oubliés"

# Dossier

## Politique

*Le Parti Travailleur  
se renforce aux Iles*  
Pages 8 et 9



## Actualité syndicale

- SLN/ERAMET : La SLN a besoin d'un second souffle
- Interview : Léonard Wahmetu, élu STKE au C.E./SLN
- Ponérihouen ambulances : Bientôt trois bougies pour le piquet

Pages 4-5

Pages 6-7

Page 7

## Espace militant

- Point de vue : Aimé Césaire s'adresse à Jean-Marie Tjibaou
- Libération : Un beau cadeau de Noël

Page 10

Page 11

## Echos des fédés

- Bureau Elargi : Bilan 2009 et bilan des élections provinciales aux Iles
- Centre pénitentiaire du Camp Est :  
Visite des parlementaires  
Lettre de Gérard Jodar

Page 12

Page 13

## Actualité régionale

- Australie : Le chef de l'Exécutif australien, Kevin Rudd, s'excuse auprès des "enfants oubliés"  
Nouvel accrochage en mer

Page 14

Page 15

Directeur de publication : Gérard Jodar  
Responsable de la rédaction : Alain Trupit  
Rédaction : Ingrid Chanene, J-Y Waïmo  
Conception et réalisation : SCOV  
Photos : Ingrid Chanene, Roberta Apiazari  
Impression : E.I.P.  
Tirage : 2000 exemplaires  
Journal en vente au siège de l'USTKE au prix de 100 Frs.  
© 27.91.46 / E-mail : comustke@hotmail.com

# 2009, *une année exceptionnelle qui restera gravée dans l'histoire de notre organisation syndicale*

**R**iche en événements sociaux avec notamment les grèves de Carsud, TDF et Aircal pour ne citer que celles-là, 2009 le fut également sur le plan politique avec l'arrivée dans les institutions municipales, provinciales et au Congrès de la Nouvelle-Calédonie des élus du Parti Travailleiste.

Les arrestations suivies des incarcérations de nos camarades dont beaucoup sont encore privés de liberté, et parmi eux le président de l'Ustke, ont clôturé une année où notre organisation syndicale a été soumise à rude épreuve.

Une expérience unique dans l'histoire du syndicalisme calédonien que la répression dont furent victimes les responsables et militants de l'Ustke, dont l'engagement politique continue de déranger l'ordre établi.

Au moment où débute cette année 2010, le fossé grandissant entre la société à laquelle nous aspirons et celle de ceux qui, forts d'une collusion sournoise, ont exigé l'arrestation des syndicalistes de l'Ustke est une réalité politique que nous ne pouvons plus ignorer. C'est une des révélations de l'année 2009 qui s'est achevée.

De la même façon, la montée lors des dernières élections municipales et provinciales du Parti Travailleiste créé à l'initiative de l'Ustke a été la réponse éclatante d'une partie des militants qui ne se reconnaissent plus dans les orientations illisibles prônées par les responsables de la mouvance indépendantiste. L'arrivée de quatre représentants du Parti Travailleiste au Boulevard Vauban, trois élus à la Province Nord et quatre élus à la Province des Iles, après seulement deux années d'existence est l'autre révélation politique de l'année 2009.

Ajouter à cela, l'année écoulée a mis en évidence la fracture sociale qui touche lourdement les communautés océaniques et le peuple kanak en particulier. Une situation qui ne trouve que de timides réponses de la part des autorités du Pays dont l'action, quand elle existe, subit les interférences d'un patronat de plus en plus réactionnaire conforté dans sa recherche inlassable de richesse sans partage, du soutien des représentants de l'Etat colonial dans notre Pays. Le transfert de l'enseignement du secondaire et l'adoption par le Congrès de la Nouvelle Calédonie du texte sur l'emploi local résumant à eux seuls ce contexte politique.

Une situation qui nécessite de la part de l'Ustke malgré l'adversité, la répression voire le reniement de certains responsables indépendantistes, de continuer à faire vivre une certaine idée de la lutte, de la liberté et finalement de la Kanaky que nous avons partagé il y a 25 ans de cela avec un certain Eloi Machoro.

A tous les responsables, délégués et militants de l'Ustke, le bureau confédéral vous adresse ses meilleurs vœux pour l'année 2010.

***Le Bureau Confédéral de l'USTKE.***

•  
•  
•  
•  
**OTI  
D  
É**

# La SLN a besoin d'un second souffle...

## UNE BOUÉE DE SAUVETAGE APPELÉE PAC

**Mi-novembre, la présence très remarquée des syndicats devant les grilles de la SLN à Doniambo. Entre incertitude pour les uns et une grande fournée de colère pour les autres contre une annonce démesurée de moins 500 emplois au sein de la plus vieille entreprise privée du pays. Un plan structurel pour regagner la confiance des partenaires sociaux : le fameux Pac (Plan d'amélioration de la compétitivité). Que représente-t-il ? Objectif d'ici 2012, la production devra atteindre les 60 000 tonnes. Des enjeux et des méthodes s'affichent désormais, deux conditions sine qua none pour retrouver une stabilité sociale.**

**J**eudi 19 Novembre dernier, un comité extraordinaire très attendu par les salariés de la SLN. 14 h 15, ambiance bonne enfant avant l'arrivée des membres du C.E., quelques têtes d'affiches des syndicats des cadres et des agents de maîtrise se distinguent par leur banderole devant leurs bureaux. Une ancienne bâtisse abrite encore les différents bureaux des représentants syndicaux, SG- CINC, FO, USTKE, USOENC... Aux alentours de 14 h 30, les membres du C.E. extraordinaire se retirent dans leur salle. Deux heures plus tard, l'annonce faite quelques mois plutôt par la maison mère de la SLN concernant la suppression de 500 postes au sein de la plus grande entreprise privée tombe à 300. Un moindre mal.

C'est Pierre Alla lui-même, directeur de la SLN, qui l'annonce à ses salariés. Le PDG du groupe Eramet, Patrick Buffet étant absent à cause d'un virus qu'il aurait eu au Gabon. Cloué à son hôtel, il tiendra quand même en début de soirée une conférence de presse mettant en exergue les grandes lignes du groupe. Entre autre, le projet de la nouvelle centrale thermique de Doniambo. La reprise des études sur le remplacement de la centrale au fuel de Doniambo par une centrale utilisant une autre source d'énergie, améliorant les performances environnementales.

Filiale du groupe Eramet, la SLN dont le siège est à Nouméa, est une société reconnue pour sa fiabilité qualitative et quantitative. Ses activités d'extraction et de production participent activement à l'essor économique et social de la Nouvelle-Calédonie et elle a sécurisé ses ressources minières pour une durée d'au moins 25 ans. En novembre 2006, les trois provinces, à travers la Société Territoriale Calédonienne de Participation Industrielle (STCPI) qu'elles codirigent, ont décidé d'augmenter de 30 à 34% leur participation dans le capital de La Société Le Nickel. Cette augmentation finalisée courant 2007 est une marque forte de confiance réciproque et un encouragement à continuer un dialogue constructif dans l'intérêt général de la Nouvelle-Calédonie.

La STCPI soutient ainsi le développement de la SLN activement.

La STCPI est composée de :

- Promo Sud, le bras financier de la province Sud qui dispose de 50% des parts,
- Nordiles, association de la province des Iles Loyauté (à travers la Sodil, ti-

tulaire de 25% des parts), et de la province Nord (dont la holding financière, Sofinor, détient aussi 25%).

La STCPI détient, depuis mi-2007, 34% du capital de la SLN (Eramet en détient 56% et le principal client japonais de la SLN, Nisshin Steel dispose de 10%) et 4,03% des actions d'Eramet.

Ce montage permet aux Calédoniens, par le biais de leurs provinces, d'être présents au capital de la SLN et de participer à toutes ses grandes décisions industrielles. Chaque année, la STCPI perçoit, en fonction des résultats, des dividendes qui profitent à la population locale. L'ensemble est calculé de sorte à permettre un rééquilibrage en faveur du Nord mais aussi des Iles Loyauté qui ne possèdent aucun gisement de minerais.

Les dividendes versés en 2007, au titre de 2006, représentaient 2,3 milliards CFP (19,3 millions d'euros). La récente augmentation des parts des trois provinces se traduira, à l'avenir, par des versements plus conséquents, en fonction des résultats de la société.

Cette nouvelle étude concerne un investissement majeur pour la SLN et le groupe Eramet. " Eramet et la SLN, c'est une relation durable " a souligné Patrick Buffet (Un coût non négligeable à hauteur de 800 millions d'euros pour l'investissement durable !). " Une gouvernance de haute qualité qui doit être renforcée ", a-t-il ajouté. " Neuf ans de participation

active de la STCPI aux conseils d'administrations de la SLN mais aussi le groupe Eramet, une situation unique en Nouvelle-Calédonie ", a-t-il indiqué.

Prochainement, en accord avec les partenaires sociaux, il est prévu la création d'un comité d'audit, la création d'un comité stratégique et enfin la création d'un comité des ré-

munérations. " Des apports majeurs du groupe au niveau technique, aussi à condition d'attirer les compétences par le biais des ressources humaines " mais également a-t-il ajouté, " un divertissement des risques pour s'asseoir au niveau de la compétitivité ".

Bien au-delà des grandes stratégies du groupe, peu importe le ballet des syndicats devant les grilles de la SLN durant la visite de Patrick Buffet, l'inquiétude était à son maximum quant aux éventuelles suppressions d'emplois. Evidemment l'annonce faite depuis Paris a eu l'effet escompté sachant que les syndicats n'allaient pas se plier au jeu de la direction. " On a refusé le chômage partiel. Le cabinet Secafi Alpha a relevé beaucoup de problèmes structurels. Le plan d'actionnariat de la famille Duval, on ne sait pas trop où l'on va ! ", des inquiétudes posées par Léonard Wahmetu, membre de la Fédération Mines STKE/ SLN. Des efforts ont été fournis par les partenaires sociaux par rapport au PAC (Plan d'amélioration de la compétitivité \*). " On veut bien pérenniser l'outil SLN à condition d'avoir une démarche unanime et unitaire " a-t-il lancé à ses adhérents. " Le PAC me semble un peu flou ", a soufflé un militant STKE de Thio, lors de leur mobilisation devant les grilles de Doniambo. Il faisait partie du renfort des camarades venus des différents centres miniers. Les autres syndicats ont fait également la même démarche. Micro en main et fustigeant les dirigeants de la direction de la SLN, les divers syndicats représentant les collègues ouvriers ne sont pas restés inactifs sur le devenir de leur outil de travail.

Interrogé sur l'avenir de la SLN, le président du gouvernement a reconnu " la nécessité d'efforts pour que l'entreprise retrouve une vraie compétitivité ". Comment ? Selon Philippe Gomez, chargé du secteur des mines : " à travers de nouvelles organisations du travail, une meilleure productivité, une nouvelle centrale... Mais tout cela n'est possible qu'à condition que le diagnostic soit partagé... ".

Début décembre, les membres du C.E. se sont envolés à Paris pour le dernier comité de pilotage de l'année. Une réunion statutaire qui verra



## LA SLN EN CHIFFRES

### LEADER MONDIAL

5 centres miniers à Thio, Kouaoua, Népoui, Tiébaghi et Poum.  
2 sites sous traités (Etoile du Nord et Opoué).  
1 usine pyrométallurgique à Doniambo.

Production 2007 : 59 796 tonnes de nickel.  
Production 2008 : à peine 51 000 tonnes de nickel.  
Premier employeur privé de Nouvelle-Calédonie.  
2 400 emplois (97 % de Calédoniens, 39 ans de moyenne d'âge) dont 800 en province Nord et 1600 en province Sud, 1000 salariés sur mines et 1 400 à l'usine de Doniambo.  
Chiffres auxquels il convient d'ajouter des milliers d'emplois induits ou indirects.  
17,5 milliards CFP (146,6 millions d'euros) de masse salariale.

### PREMIER CONTRIBUABLE DU TERRITOIRE

Plus de 20 milliards CFP (167 millions d'euros) d'impôts et taxes.  
25 milliards CFP (209 millions d'euros) d'achats locaux.

663 millions CFP (5,55 millions d'euros) consacré à la formation et aux conditions de travail (6,5 % de la masse salariale au lieu de 0,7 % prévu légalement). Soit plus de 96 000 heures de formation professionnelle continue.

35 milliards CFP (293 millions d'euros) d'investissements dans le programme 75 000 tonnes sur cinq ans dont 20 milliards CFP (167 millions d'euros) à la mine de « Tiébaghi traditionnel » (engins, bord de mer, roue-pelle et usine de traitement du minerai) et 15 milliards CFP (125 millions d'euros) pour l'unité de traitement du minerai.

### ACTIONNARIAT

34 % des parts de la SLN sont détenues par les trois provinces au travers de la STCPI, 56% des parts sont détenues par Eramet et 10% par Nisshin Steel, principal client japonais de la SLN.  
En 2007, la STCPI a perçu 2,3 milliards CFP (près de 19,2 millions d'euros) de dividendes, au titre des bénéfices 2006.

l'évolution du PAC ou non dans les prochains mois car il est annoncé qu'à la mi-mars 2010, une décision (avis final) tombera pour les postes à supprimer d'ici 2 à 3 ans. Qu'en sera-t-il en 2010 alors qu'en 2008, les syndicats se chamaillaient comme des chiffonniers à cause des élections internes, et la hiérarchie paritaire était en jeu au sein de la SLN.

Là, c'est le devenir de l'entreprise qui est en jeu, même si la venue du

PDG d'Eramet avait l'air de rassurer les représentants syndicaux. Il en va de la " pérennité de l'outil SLN " a fait remarquer à plusieurs reprises Léonard Wahmetu. Face à la direction, l'ambiance du retour de Paris est plutôt à l'union sacrée entre les différents syndicats, a précisé notre représentant syndical. Mars prochain, une date déterminante pour les différents partenaires sociaux et surtout pour les salariés ! ■

**Léonard Wahmetu,  
élu STKE au C.E.,  
DS STKE/SLN à Doniambo,  
président de la commission  
formation au sein du C.E. SLN.**

**Combat Ouvrier : Un petit rappel par rapport à la mise en place du PAC ?**

**Léonard Wahmetu :** Le projet des 75 000 tonnes avec les investissements qui ont été faites à partir de 2007, on n'a jamais pu arriver à cette puissance là. Et donc on n'a jamais su justifier les investissements au niveau de la production. Donc, les alertes ont été données au sein des comités d'entreprise d'une part, et d'autre part on a initié à tout cela le droit d'alerte pour essayer de chercher la cause exacte à cette incapacité de produire plus en rapport aux objectifs qui ont été fixés.

3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestre 2008 : c'est là où l'impact de la crise a affecté Eramet et donc aussi la SLN. Quand ils ont initié le chômage partiel, le droit d'alerte a été lancé. Cela a mis en relief tous les problèmes, notamment les problèmes structurels, bien avant de parler de la chute du nickel au LME. Cela a mis à jour le dysfonctionnement de l'entreprise et certains objectifs n'ont pas été atteints. Ensuite est venu ce souhait du chômage partiel. Nous avons tous voté à l'unanimité contre ce chômage partiel et d'autant que c'est soutenu par le gouvernement local, et par ailleurs c'est plus que justifié car les investissements qui ont été faits ont été largement défiscalisés.

Par rapport aux autres branches au sein du groupe Eramet, on a des secteurs qui ont deux semaines de chômage partiel. C'est tout à fait lourd pour les salariés et c'est lié à des mesures conjoncturelles.

**C.O. : Le Pac, Plan d'amélioration de la compétitivité – prévoit d'optimiser la productivité, la rentabilité et l'efficacité de la SLN. Comment s'articule ce plan qui vous a été présenté au C.E extraordinaire le 19 Novembre dernier ?**

**L. W. :** Dans un premier temps, il faut résister à la crise. Il faut élaguer les branches de l'arbre en période cyclonique mais pas courir le risque de l'affaiblir ! On doit économiser, pas n'importe où, n'importe comment ! Le PAC a été les conclusions d'un audit et d'une expertise d'un cabinet externe initié par l'entreprise. Elles soulignent et elles découlent d'un constat et du droit d'alerte. Comment s'articule ce PAC ? C'est celui de produire mieux et plus et moins cher. C'est ramener au plus bas le prix de revient le kilo de nickel à l'export

*" Pour l'intérêt du pays,  
il faut pérenniser l'outil SLN "*  
selon Léonard Wahmetu,  
élu STKE au C.E. SLN.



vis-à-vis de nos concurrents. Comment avec la réalisation de la centrale à charbon un calendrier de production qui prévoit 60 000 tonnes et plus pour un effectif de 2100 salariés ? C'est ce que l'on appelle la marche optimale.

**C.O. : Au départ, la maison mère avait annoncé un budget de 3 milliard économisés sur la masse salariale par la suppression de 500 emplois sur les 2500 emplois recensés. On a noté que ce chiffre est revu à la baisse. Comment allez-vous agir sans pour autant licencier du personnel ?**

**L. W. :** Syndicalement, nous avons réagi ! Il était dommage que le PDG d'Eramet fasse cette annonce à 22 000 km ! Il aurait fallu qu'ils viennent nous le dire ! On lui a également refait cette remarque lors du comité de groupe, le 9 décembre dernier qui s'est tenu à Paris. Avec la mobilisation de tous les partenaires, là-dessus nous étions tous d'accord. Il a revu à la baisse le nombre d'emploi à supprimer. Dans l'immédiat, il est évident que nous ne pouvons pas accepter les moins 300 emplois. Comme vous savez, moins 300 c'est moins 300 familles et si vous rajoutez 2 à 3 individus par foyer, ça vous fait au moins 1000 individus. Cela représente un impact social considérable tout de même ! Nous avons réagi à tout cela, tous les syndicats confondus. Des réunions ont été faites et d'autres comités d'entreprise vont se tenir jusqu'en mars 2010. Je vous ai évoqué précédemment la marche optimale. Attendons et faisons le point en fin 2010 en rapport avec les emplois en moins. A notre niveau, le licenciement ou le départ lié à l'âge sans remplacement, ce sont les mêmes conséquences. En réadaptant les postes de travail par rapport à la réorganisation des services et de les réévaluer parce que cela générerait de

nouvelles compétences. De pouvoir de la formation à tous niveaux, voire les évolutions de carrière et d'y adapter une grille salariale. Créer de nouveaux acquis sociaux par rapport à la marche optimale. Sauvegarder l'intérêt des salariés s'il y avait un toilettage sur les anciens acquis. C'est un combat social qui a déjà commencé avec le refus du chômage partiel !

**C.O. : Le lancement du projet de la nouvelle centrale électrique au charbon va-t-il se faire et dans quelles conditions ? A noter que la province Sud vient de lancer à la SLN deux arrêtés ICPE (autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement). Réduction de moitié des émissions polluantes au 31 décembre 2010. Arrêt de l'ancienne centrale de Doniambo et mise en service de la nouvelle centrale en septembre 2013.**

**L. W. :** Pour le projet de la centrale à charbon s'inscrit dans le cadre du PAC. C'est pour réduire les coûts énergétiques et de compenser les dépenses liées aux difficultés minières à long terme. La question qu'on se pose : s'il y aurait un refus d'autorisation d'exploitation. Qu'est-ce qu'on fait et comment on fera pour minimiser le coût de revient.

**C.O. : La SLN-Eramet a profité d'une euphorie sur le marché du nickel depuis quelques années. Pourquoi la SLN et vous en tant que syndicalistes n'avez-vous pas poussé/impulsé la direction à faire des investissements adéquats afin de favoriser l'achat de nouveaux équipements. Le PAC ne vient-il pas trop tard en termes de compétitivité sur le marché du nickel ?**

**L.W. :** Le droit d'alerte qui a été demandé par les élus du C.E. est une démarche légale du comité d'entreprise. Les interro-

gations ont été posées. Les choix d'investissement ont été évoqués au C.E. parce que cela ne reflète pas les résultats. Les formations adéquates aux nouvelles technologies exigent de nouvelles compétences pour être performant. Si le PAC vient trop tard, c'est peut-être une suite logique au refus du chômage partiel (plan B). Cela justifiait peut-être les emplois en moins. Un deuxième droit d'alerte a été lancé le 15 décembre dernier par rapport aux mesures liées au PAC.

**C.O. : Vous revenez de Paris où vous avez parlé notamment de la mise en application du PAC à l'intérieur de l'entreprise. Qu'en est-il exactement, quels sont les grandes lignes ? Un travail de terrain va vous incomber d'informer les adhérents sur les différents centres miniers. Comment les adhérents le ressentent-ils ce plan ?**

**L.W. :** Si on fait un historique à ce sujet il en découle un projet d'entreprise présenté aux membres du C.E. en juin 2009 qui s'articule sur 8 axes de travail dont le PAC. A la demande des membres du C.E. un pacte global entreprise a été fait. La déclinaison de ce plan a eu lieu le 19 novembre dernier :

- économiser d'ici 2012 plus de 10 milliards ;
- réalisation de la centrale à charbon ;
- projet d'accord sur un contrat social ;
- revoir les acquis sociaux ;
- marche optimale de 60 000 à 65 000 tonnes pour 2100 salariés ;
- 356 emplois fin 2012.

Pour nos adhérents, et les salariés en général, les inquiétudes sont grandissantes : suppression des emplois sur certains secteurs d'activité, la reconversion professionnelle liée à la réorganisation des services, difficultés d'adaptation à de nouveaux postes de travail, surcharge de travail par rapport au volume de production avec un effectif moindre... On a eu des AG en 2009 pour informer nos adhérents et d'autres se tiendront en 2010.

Une journée de grève le 16 novembre dernier nous a permis de sensibiliser nos adhérents et les salariés sur ce qui s'est passé et sur ce qui va se faire. Les conseils syndicaux ont été faits de même pour travailler sur différents dossiers. Il faut prendre des mesures face à la crise et améliorer notre compétitivité par rapport à nos concurrents. Pour l'intérêt du pays il faut pérenniser l'outil SLN.

**Le projet du PAC Eramet/SLN c'est un choix, c'est une orientation. Pour pérenniser l'outil SLN peut-être, mais le constat est le suivant : l'hydro pour l'Indonésie, des fours pour le Gabon. On se pose des questions, on exigera des réponses ! ■**

## GRÈVE PONÉRIHOUEU AMBULANCES

# Bientôt trois bougies au piquet de Ponérihouen Ambulances

**Le piquet de grève de Ponérihouen Ambulances est toujours en place sur le bord de la route de Néouta. Un conflit qui a pris son envol en avril 2007 et depuis il s'est enlisé dans le temps, mais les camarades sur place ne perdent pas espoir de trouver une issue à ce conflit.**

**P**rès de trois ans après le début de la grève de Ponérihouen Ambulances, le piquet abrite la famille de Nestor Gopoea, délégué de la section, qui par ailleurs est propriétaire des lieux. Situé en bordure de route, à la tribu de Néouta, les responsables du piquet avouent leur détermination à continuer à le faire vivre même si les apparences sont trompeuses. Banderoles et drapeaux montrent une réalité syndicale mais elle est toute autre.

Depuis juillet 2007, l'USTKE a pris en main de régler le conflit mais semble-t-il la situation est différente depuis que le patron a refusé d'indemniser le salarié licencié.

A cette date, 6 millions d'indemnisation avaient été demandés au chef d'entreprise. Une somme revue à la baisse par les membres de l'Union communale en charge du dossier (jusqu'à 3 millions) alors que le patron campait sur ses positions, il voulait l'indemniser à hauteur de 650 000 francs. " *Impossible, Alain Peï a une famille à faire vivre* ", a rétorqué Jean-Claude Tutugoro, représentant de l'Union communale STKE de Ponérihouen. Sur les cinq employés de la société d'ambulance, trois ont été licenciés pour fait de grève en avril 2007, en plus du camarade Alain Peï licencié en octobre 2006. Le dernier employé licencié a quant à lui retrouvé du travail. Parmi eux, deux grévistes ont entre temps suivi une formation.

" *La vente de brochettes les dimanches, l'organisation des bals, des tombolas rythment un peu la vie sur le piquet de grève. Nous avons aussi les solidarités qui proviennent des autres communes notamment des camarades de Poindimié. Le piquet est toujours*

*actif !* ", a assuré Jean-Pierre Apiazari, membre de l'Union communale STKE de Ponérihouen. " *En avril prochain nous arriverons à la troisième année de cette grève* ", avait-il souligné lors du Bureau Elargi organisé à la maison des syndicats, début décembre dernier (c.f p 12). Alertant par ailleurs, les membres du Bureau Confédéral sur la situation des grévistes.

Parallèlement, des démarches sont entreprises pour finaliser un projet de société d'ambulance. Cette éventualité reste encore au stade de l'étude alors que le terrain sur lequel cette future société devrait s'installer a déjà été balisé par les responsables en charge de la logistique. Faut-il espérer qu'avant de fêter le troisième anniversaire de ce piquet, le projet puisse aboutir et que l'horizon s'éclaircisse pour nos grévistes ! Entre ciel gris et ciel bleu, la voie semble ouverte pour une autre société d'ambulance. Croisons les doigts ! ■



**La famille de Nestor a choisi d'occuper ce lieu depuis mi-juillet 2007.**

# Le Parti Travailleiste

"A u lendemain du scrutin du 10 mai 2009, le PT s'est senti lésé par les résultats au vu des constats faits par la plupart de ses assesseurs dans les différents bureaux de vote de l'ensemble de la Province des Iles Loyauté.

Ainsi, des équipes se sont constituées et ont mené un travail d'investigations et de recherches dans les trois mairies et à la subdivision des Iles sur Dréhu. Le recours fut ensuite formulé et déposé au Conseil d'Etat par l'avocat du Parti Travailleiste : Mr Milliard.

Le 16 octobre dernier, le Conseil d'Etat prononçait l'annulation des élections du 10 mai, en constatant un véritable système de fraude organisé sur les procurations, et évoquant même " des irrégularités d'une ampleur particulièrement significative... ".

Au lendemain de cette annonce publique, le PT engagea un travail sur le terrain visant à remobiliser l'électorat qui lui a fait confiance le 10 mai 2009 et à élargir son assise en Province des Iles Loyauté.

Après quelques réunions statutaires sur les quatre coins de la Kanaky, le PT a démarré sa propagande par un grand meeting le 6 novembre dernier à la salle des sports de la Rivière-Salée, rassemblant plus de 300 personnes.

C'est pendant ce grand rassemblement que les camarades engagés à travers ses élections aux Iles ont sollicité les soutiens logistiques, financiers, personnels et militants des camarades du Nord et du Sud, afin de donner une " dimension pays " à ces nouvelles élections.

Fidèle à sa démarche, le PT a maintenu la même liste de candidats présentée aux élections du 10 mai dernier, avec le changement du 5<sup>ème</sup> candidat.

Dès le 9 novembre dernier, les comités communaux de Dréhu-Toka et Nengoné ont débuté leurs tournées de propagande.

A Iaai, les tournées de propagande ont commencé le 16 novembre dernier.

Tout au long de ses tournées d'informations, les grandes lignes de notre programme d'avant le 10 mai ont été rappelées :

- la volonté de l'USTKE de créer une alternative politique ;
- améliorer le quotidien de la population ;
- la préoccupation de la jeunesse ;
- associer le peuple au développement de notre province ;
- l'INDEPENDANCE DE KANAKY EN 2014...

Mais il a surtout été question de redire :

- pourquoi on repartait aux élections ;
- la situation politique et institutionnelle de Kanaky depuis les signatures des différents accords ;
- le travail mené par nos deux élus depuis le 10 mai,
- le conflit qui a opposé l'USTKE à Aircal...



Transformée en QG, du PT, l'ancienne imprimerie de l'USTKE a été utilisée pour organiser et s'inscrire avant le 6 décembre dernier.

Nous avons pu remarquer que les questions du public, lors de nos propagandes, s'articulaient autour des élections et du conflit USTKE/Aircal.

Les élus du PT en Province Nord, ainsi que les camarades responsables des coordinations régionales Nord et Sud assistaient à certaines de nos tournées sur Nengoné, Dréhu et Iaai, et nous ont été d'un soutien très apprécié par nous même, mais surtout par la population des Iles.

A Nouméa, depuis le début novembre, une équipe s'est mise en place afin de coordonner le travail des procurations. Un quartier général est spécialement aménagé à l'ancienne imprimerie de l'USTKE à la Vallée du Tir. Chaque comité communal avait mobilisé des militants pour assurer ce travail non négligeable mais surtout lourd à gérer.

En effet, il fallait trouver le bon teaming avec les électeurs votant sur les Iles (mandants) pour faire leurs procurations. De temps en temps, des commissariats ou des gendarmeries ne faisaient pas de procurations car les Officiers de Police Judiciaire (OPJ) n'étaient pas disponibles. Les trois derniers week-ends on ne pouvait faire de procuration, car le Haussariat avait tout simplement pris la décision arbitraire de fermer ce service. Nous avons l'impression qu'on voulait nuire au PT, car les week-ends étaient le moment idéal pour emmener le plus grand nombre de mandants faire des procurations, du fait qu'ils ne travaillent pas le week-end. Mais qu'à cela tienne, car notre organisation était en place et nous avons fait du mieux que l'on pouvait.

# se renforce aux Iles



...a connu une affluence des militants venus se renseigner.

Pour anecdote, la dernière procuration a été faite le vendredi 4 décembre dernier à 15H40.

On ne peut parler de tout ce travail mis en place, sans évoquer le soutien et l'engagement militant de l'association Mégamiouz à travers les opérations :

- " 300 bougnas " le week-end du 21 et 22 novembre ;
- " dîner dansant " le samedi 28 novembre ;
- " tombola/loto " les 18, 19 et 20 décembre.

Ces opérations ont permis d'obtenir 300 places au Bético pour Nengoné et Dréhu (150 par île), 101 places par avion pour Iaaï et 42 places également par avion pour Tokanod. Ces deux dernières îles n'ayant pas la même chance que les précédentes d'avoir le Bético en rotation.

La combinaison de tout ce travail : propagande de proximité " campagne pays ", QG des procurations à la Vallée du Tir, activités bougnas, bals et tombola/loto ont conduit aux résultats que le PT a obtenu au soir du 6 décembre dernier, à savoir : 3298 voix obtenues, soit la seconde force politique en Province des Iles en seulement deux ans d'existence sur l'échiquier politique de Kanaky. Avec ce suffrage obtenu, le PT a 4 sièges en province des îles, dont les élus sont : Louis Kotra Ure-

gei, Henriette Pujapujane, Cédric Méao et Kadriël Wright.

Lors des municipales de mars 2008, pour 19613 inscrits, le PT comptabilisait 1608 voix aux Iles. Pour le scrutin du 10 mai : 2872 voix sur 19607 inscrits (liste spéciale). En un peu plus d'un an le PT augmente son électorat de 1264 voix ce qui représente 44% d'augmentation.

S'il fallait comparer notre suffrage obtenu entre mars 2008 (municipales) : 1608 voix et celui du 6 décembre 2009 : 3298, le PT aux Iles a amélioré de 1690 voix soit une variation de 51,24%.

Par contre, entre le 10 mai (19607 inscrits) et le 6 décembre (19848 inscrits) il y a eu 241 nouveaux inscrits sur la liste spéciale. Le 10 mai la liste du PT obtenait 2872 voix, et le 6 décembre : 3298 voix. Soit une progression de 426 voix représentant 12,92% d'augmentation.

Ces brèves analyses des chiffres nous permettent de dire que notre travail sur le terrain a payé de part notre détermination, notre sérénité et notre volonté affichées tout au long de cette campagne qui a précédé le 6 décembre.

Charge maintenant à nos 4 élus, d'être le relais de ce peuple qui nous a donné leur confiance, de " Dire ce qu'ils pensent et de faire ce qu'ils disent " à travers cette institution qu'est la province des Iles. Nous verrons ce que demain nous réserve pour la mise en

place dans les institutions.

Nous ne remercierons jamais assez celles et ceux qui nous ont fait confiance, comme celles et ceux qui ont participé de près ou de loin à cette nouvelle assise du PT en Kanaky, et plus particulièrement en province des Iles. "

■

*Jean-Yves Waïmo, Secrétaire général de Coordination Iles du PT.*

Grand merci également à tous les militants et sympathisants du PT, à Mégamiouz, à l'USTKE, aux camarades élus de la Province Nord, aux responsables du Nord et du Sud. Une pensée particulière aux frères et sœurs de Saint Louis, des quartiers populaires, de l'USTKE et plus particulièrement son Président Gérard JODAR incarcéré au camp-est, ces résultats obtenus en province des Iles sont aussi les vôtres.

Hommage à tous nos vieux et nos martyrs de Kanaky qui ont initié ce combat, et que le PT continue pour l'avènement de Kanaky en 2014. Le combat ne doit pas se faire que dans les institutions, mais aussi sur le terrain.

**" La lutte ne doit pas cesser  
Faute de combattant "  
Eloi MACHORO**



# Aimé Césaire s'est adressé à Jean-Marie Tjibaou

*Voici ce qu'écrivait Aimé Césaire par rapport à Jean-Marie Tjibaou... en 1990. Aimé Césaire (26 juin 1913 - 17 avril 2008). Poète et homme politique français de Martinique.*

*Il est l'un des fondateurs du mouvement littéraire de la négritude et un anticolonialiste résolu.*

*Dans les années 30, il fonde avec d'autres étudiants antillo-guyanais et africains, (parmi lesquels les sénégalais, Léopold Sédar Senghor), le journal " L'étudiant noir ".*

*Le concept de " Négritude " apparaîtra pour la première fois à cette période. Ce concept forgé par Aimé Césaire en réaction à l'oppression culturelle du système colonial français. Un combat culturel le forgera également sous le régime de Vichy. Sa pensée et sa poésie ont nettement marqué les intellectuels africains et américains noirs en lutte contre la colonisation et l'acculturation.*

*Après la guerre de 1945, il commencera son combat politique jusqu'en 2001 où il va se retirer de la mairie de Fort-de-France. Jusqu'à sa mort, Aimé Césaire a toujours été sollicité et influent. On notera sa réaction à la loi française du 23 février 2005 sur les aspects positifs de la colonisation qu'il faudrait évoquer dans les programmes scolaires, loi dont il dénonce la lettre et l'esprit et qui l'amène à refuser de recevoir Nicolas Sarkozy.*

*En mars 2006, Aimé Césaire revient sur sa décision et reçoit Nicolas Sarkozy puisque l'un des articles les plus controversés de la loi du 23 février 2005 a été abrogé. Il commente ainsi sa rencontre : " C'est un homme nouveau. On sent en lui une force, une volonté des idées. C'est sur cette base-là que nous le jugeons ".*

" Si dans la rétrospective des hommes de l'année, il y a une figure que l'on a pas le droit d'oublier, c'est celle de Jean-Marie Tjibaou, car nul à mes yeux n'incarne mieux en cette fin de siècle, et de manière plus pathétique la noblesse et la grandeur véritable mises au service d'un petit peuple luttant pour sa survie et la survie d'une civilisation. Démarche en vérité exemplaire. Son premier mot d'homme politique (non pas de politicien mais d'homme) est un mot qui livre l'essentiel : " relever la tête ! ".

Oui, Kanak. Fondamentalement Kanak et fier de l'être. Kanak, autant dire fidèle. De cette fidélité qui va, par-delà l'Ancêtre, à la Terre-mère, la Terre, entrailles toujours vivantes. De cette fidélité qui seule rend légitime l'action politique qui, au demeurant, n'est que prolongement et ne peut être que « béquille ». Kanak donc et parce que Kanak d'une exemplaire fidélité, responsable.

Le grand mot est lâché. Responsable de l'avenir. Responsable du présent et du devenir. Responsable de la vie à maintenir, à renforcer, à transmettre...

Alors inévitablement devait se poser la question : " Comment, mais comment être kanak dans le monde moderne ? " Il ne s'agit pas d'archaïsme. Il faut prendre le monde en charge et, l'orientant, tâcher de lui donner sens : un sens humain.

Il ne faut pas plus pour comprendre Matignon. Non pas ce compromis, mais au contraire, cette percée. Cette avancée. Cette victoire. Et d'abord, une victoire sur soi... La plus grande des victoires. Sur la douleur intime. Sur le ressentiment. Sur la légitime méfiance. Au terme, l'inter-reconnaissance.

Le partage. Don. Contre-don. Partage. Autant de mots occasionnellement employés par d'autres, mais qui sont des mots kanak, donc des mots de Tjibaou.

D'ailleurs, l'homme était d'abnégation totale et de générosité. Pas naïf. Généreux. Et parce que généreux, prêtant à l'autre sa générosité. Le croyant toujours capable d'un sursaut, d'un geste, d'une conversion. Oui, même le colon. Oui, même le colonisateur.

En vérité, le combat pour son pays, pour sa terre, c'est avec les armes les plus nobles et au nom des valeurs les plus hautes qu'il le mena, et jusqu'au bout : « Kanaké est un des plus puissants archétypes du monde mélanésien. Il est l'Ancêtre, le Premier né. Il est la flèche faîtière, le mât central, le sanctuaire de la grande case. Il est la parole qui fait exister les hommes. »

Jean-Marie Tjibaou combattait pour Kanaké. Le Nobel de la paix. D'autres l'ont eu et qui le méritaient. Jean-Marie Tjibaou lui aussi le méritait. Et il eût été bien que le reste du monde honorât la noblesse de la démarche d'un fils d'un tiers monde lointain et oublié.

Il est mort. Foudroyé par un des siens. Cette mort, il l'avait pressentie et en avait d'avance acceptée le risque, lui qui souvent parlait du " grand trou noir ". Aujourd'hui, disons simplement qu'il n'est pas au pouvoir du " grand trou noir " de tout englober. Jean-Marie Tjibaou, pour l'essentiel, demeure. Il aurait inventé une voie nouvelle : la voie kanak de la décolonisation.

Je vois l'allée. Bordée de cordyline virile d'une tendresse d'érythrina. Jean-Marie Tjibaou s'avance. Dominant l'allée, sur la colline, L'araucaria pérenne. Tous les éléments du mythe fondateur sont là. Jean-Marie Tjibaou s'avance et son indéfinissable sourire l'annonce : " Kanaky nous est né ". ■

# Un beau cadeau pour Noël

**La veille de Noël, deux militantes sont sorties de prison. Un beau cadeau pour leurs familles respectives. Près de trois mois passés derrière les barreaux, c'est avec beaucoup d'émotion qu'elles ont partagé leur quotidien avec les camarades venus les accueillir à leur sortie du centre pénitentiaire de Nouville.**

"**V**ivement 2014 ", c'est en ces termes que Clémence a terminé son discours de remerciement au restaurant le Charley, le 24 décembre dernier. Pourquoi ces mots, Clémence l'explique par des conditions de vie déplorables enfermée dans une petite cellule. Une vie à part qu'elle a partagé avec sa camarade et sœur de lutte de surcroît, Marie-Laure.

" *Le psychologue, le sophrologue, ou un autre médecin qui venaient nous voir, nous cassaient le moral ! Où est l'USTKE, elle n'est pas là pour vous épauler ! Où est votre grand-chef, Wamytan. Il est en Chine ! C'est comme ça qu'il nous a parlé l'un des spécialistes. Tu crois qu'ils viennent là pour t'écouter, pour t'aider. Ils te cassent plutôt le moral. On ne peut même pas en parler à vous les papas !* " s'est-elle adressée aux militants qui lui faisaient face.

Les membres du bureau confédéral leur avaient préparé un petit-déjeuner bien complet. Un geste coutumier avait précédé cette petite rencontre bouillonnante, à la fois remplie d'impatience, entre les enfants souhaitant serrer leurs mères dans leurs bras et des militants leur adressant des mots d'encouragement.

" *Ils nous considèrent comme des animaux. Je comprends pourquoi beaucoup de nos jeunes sortent d'ici (la prison), et qu'ils pètent les plombs par la suite. Ce sont surtout des jeunes kanak* ", a-t-elle continué sur un ton grave, émouvant toute l'assemblée



*A leur sortie de prison, Marie-Laure et Clémence ont été accueillies chaleureusement par leur familles et les militants venus apporter leur soutien.*

présente. Clémence et Marie-Laure ne diront pas davantage sur ce qu'elles ont vécu mais le peu que Clémence a dit, on devinait déjà les découragements, les angoisses qu'elles ont pu vivre de l'autre côté de l'île.

Une chose est sûre c'est qu'à l'approche des fêtes, le temps sera à l'oubli des souffrances auprès de leurs siens mais à l'avenir, elles deviendront davantage des femmes combattives. Le bureau confédéral leur a rendu hom-

mage pour leur combativité auprès de leurs camarades de cellule.

Elles diront même qu'elles ont beaucoup apporté aux femmes emprisonnées (soutien moral, mots d'encouragement...). Elles demandent en particulier qu'un temps soit peu de rendre visite régulièrement aux gens détenus (frères, sœurs, camarades, militants) car cela devient primordial de préserver un lien entre le milieu carcéral et le monde extérieur. ■



*Reçues par les membres du Bureau Confédéral dans les locaux du syndicat, les deux militantes ont témoigné de leur passage à l'Île de l'oubli.*

BUREAU ELARGI

## Bilan 2009 et bilan des élections provinciales aux îles

**Réunis pour la dernière rencontre statutaire de l'année, les membres de la vice-présidence ont dressé le bilan de l'année écoulée à ce dernier Bureau Elargi. Une occasion d'autant plus importante pour les responsables des îles de faire le point sur les élections provinciales du 6 décembre dernier. Opération réussie pour les militants du Parti Travailleiste.**

**M**arie-Pierre Goyetche, 2<sup>ème</sup> vice-présidente de l'USTKE a débuté son discours : " Cette année aura marquée l'histoire de l'USTKE ". Un rappel des faits qui notamment aura beaucoup imprégné les esprits de chacun : 11 mars dernier, une mobilisation importante des militants à l'aéroport international de La Tontouta. " Tous les militants dénoncent l'attitude des forces de l'ordre ". Un geste fort contre l'immigration massive. Six jours plus tard un autre conflit démarrera à la compagnie domestique, il ne s'achèvera qu'après six mois de tergiversations entre la direction d'Air Calédonie et nos responsables syndicaux. La direction du travail a joué son rôle de médiateur qui n'a pas suffi à instaurer le dialogue. Chacun campant sur ses positions et se rejetant la balle.

Le président du gouvernement, Philippe Gomes, et le représentant de l'Etat participeront même à la médiation mais il ne faudra attendre aucun résultat de leur part, si n'est que le conflit s'est enlisé au fil des mois. Une voie sans issue qui fera sortir de ses gants, les jeunes des quartiers nord de Nouméa, les jeunes de Saint-Louis...

Nos militants du nord se sont également mobilisés assez rapidement dans la zone VKP. Fin juillet et début Août, une période qui était à la fois déstabilisante et provocateur de la part du syndicat. Entre des barrages rudimentaires et expressément retirés par les forces de l'ordre, des jets de pierre ont fusé pour répondre à une armada des bleus mieux équipée et protégée. Enfin, le 6 Août dernier, à 3 heures du matin, après dix jours de grève illimitée dans tous les secteurs d'activité du pays, des signatures sont apposées au bas du protocole de fin de conflit. " C'est grâce à l'USTKE que l'audit a été faite à Air Calédonie. Sur les trois derniers exercices de cette compagnie domestique, il y a 1 milliard

200 mille de déficit ", a déploré MPG. Et non les 600 mille de pertes annoncées plutôt par la direction d'Air Calédonie. Le Smig à 150 000 frs, le transfert des compétences du secondaire, le texte sur l'emploi local : ces trois sujets ont été évoqués également à l'assemblée présente. " On avait demandé que le texte sur l'emploi local soit lié à la citoyenneté " a-t-elle rappelé. Un autre sujet épineux pour les membres du bureau confédéral est le comportement de certains militants qui ne respectent pas les organes statutaires du syndicat. " C'est notre syndicat. On se doit d'avoir le respect pour cette structure ", a-t-elle conclu son intervention.

Jean-Pierre Apiazari, membre de l'Union Communale de Ponérihouen a fait le point sur la situation des cinq camarades grévistes de " Ponérihouen Ambulance ". " D'ici avril 2010, ils entameront leur 3<sup>ème</sup> année de grève ", a-t-il rappelé. Une situation peu acceptable mais dont le B.C et les fédérations se sont activés pour les démarches de solidarité envers les familles des grévistes. Par contre, un projet est en cours de montage afin de palier au manque d'activité des ex-employés de la société d'ambulance. (cf. page 7).

En ce qui concerne la situation syndicale aux îles : par rapport l'absence des responsables des unions communales, le bilan syndical des îles n'a pas pu être fait. Par contre, Alphonse Pujapujane, membre du B.P a dressé le bilan de la campagne aux îles qui en somme contre toute attente il fût positif dans l'ensemble " bien que la victoire du Parti Travailleiste après coup c'est une victoire du conflit Air Calédonie. On nous a empêchés de passer dans certaines tribus notamment à Maré, c'est lié à la personnalité du président du C.A. d'Air Calédonie ", a précisé Mr Pujapujane. Pour compléter cette information, LKU a indiqué à l'ensemble des respon-

sables syndicaux que l'intervention télévisée du patron de la compagnie domestique n'avait rien avoir avec l'objet de la réunion (une réunion mettant en place l'exécutif de la province). Il s'est expliqué sur les accusations portées par le président d'Air Calédonie.

A en croire la teneur des commentaires du président du Parti Travailleiste, cette discussion entre les chefs de file des partis indépendantistes pourrait être tenue à la prochaine assemblée de la province. A présent, il est évident que tous doivent s'atteler à la tâche !

Pour conclure cette réunion, la responsable des finances a dressé un bilan succinct des comptes des cotisations. Il a été également question de présenter prochainement les comptes de l'ASOES (Association pour la solidarité et l'entraide sociale), une association qui œuvre pour subvenir aux besoins des familles concernées par des grèves de longues durées (exemples des familles touchées par les conflits Carsud, Ponérihouen Ambulance...).

Jacques Wabete, membre de la Fédération Enseignement a regretté la situation délicate à laquelle est confrontée sa fédération (manque d'activité, plus de conseils syndicaux, bureau inoccupé...). Il a demandé expressément au bureau confédéral de réagir à cette léthargie inhabituelle !

Autre intervention remarquée est celle de Fideli Malalua, 1er secrétaire général de la Fédération Industrie : " J'appelle les camarades wallisiens et océaniens à discuter entre nous ". Un appel sans doute par rapport à ce qui se passe devant la prison de Nouville.

Bien d'autres remerciements ont été dits après les interventions des camarades sur divers sujets, et ce n'est qu'à la clôture du bureau élargi que tous les participants ont pu se joindre aux membres du B.C. pour partager le pot de fin d'année. ■

## Centre pénitentiaire du Camp Est

### VISITE DES PARLEMENTAIRES



**Début janvier, coïncidence ou pas, des parlementaires nationaux étaient là pour constater les conditions de détention des prisonniers du Centre pénitentiaire de Nouville " Camp Est ", en même temps que s'est déroulé le procès en appel de Gérard Jodar et de deux camarades concernant leur demande de remise en liberté. " Le bureau confédéral a eu l'occasion de rappeler que l'USTKE s'est impliqué fortement dans le collectif pour la défense des droits fondamentaux et la lutte contre les discriminations dont elle est la cheville ouvrière ", a indiqué le 3<sup>ème</sup> vice-président de l'USTKE, Alphonse Pujapujane. Deux sénateurs, trois députés du parlement européen et deux conseillers régionaux de l'île de France ont foulé le sol du Camp Est. Une première, ici en Kanaky où le centre d'emprisonnement est l'un des plus mal côté de la république française. Avec 425 détenus au lieu d'héberger 192 prisonniers, l'île de l'oubli détient le record d'imperfection : une surpopulation carcérale, le manque de formation pour les jeunes détenus, la réinsertion des prisonniers est inexistante, le taux de récidive en constante augmentation, près d'une vingtaine d'évasion en 2009, les bâtiments sont délabrés, plus de 90% de jeunes détenus sont des kanak... Des constats alarmants déjà**

**dénoncés par la section STKE/Camp Est. Cette mission de parlementaire conduite par José Bové, député du groupe des Verts Écologistes, est un habitué du mouvement social au côté de l'USTKE a apporté une forte résonance avec la venue d'une sénatrice, spécialiste des centres pénitentiaires de France. La visite des parlementaires à la veille du procès en appel, à quelque peu fait bouger l'administration pénitentiaire du Camp Est, et peut-être même accélérer les revendications portées par nos camarades emprisonnés, voire mettre à la lumière des problèmes récurrents dénoncés depuis des années par les syndicalistes.**

#### La prison de Kanaky (lettre de Gérard Jodar)

Le Camp-Est est le seul centre pénitentiaire de Nouvelle-Calédonie. Il est conçu pour 192 détenus et en héberge actuellement 425. Il se décompose en 6 structures :

- **La maison d'arrêt pour les femmes** qui date de peu et accueille 8 détenues logées individuellement;
- **La centrale pour les jeunes** qui est en cours d'agrandissement et surpeuplée ;
- **La centrale pour les adultes** qui purgent de longues peines est également surpeuplée aussi,
- **Le dépôt** pour les peines supérieures à un an est également surpeuplé ;
- **Le centre de semi-liberté** où il n'y a plus de place, on y dort y compris par terre ;
- **Et enfin la maison d'arrêt pour les hommes** où je suis détenu et qui est la structure la plus surpeuplée actuellement à 282%.

Dans cette maison d'arrêt, nous sommes cinq et plus souvent six par cellule de 13 m<sup>2</sup>. Il y a trois lits superposés d'un côté et deux de l'autre. Ces lits sont fabriqués en tube d'acier carré et boulonnés aux murs. Le sixième détenu dort par terre entre les deux colonnes de lits. Le sol de la cellule est en béton ce qui rend l'entretien difficile et ne facilite pas l'hygiène. Il y a un WC à la Turc que nous utilisons aussi comme douche à l'aide d'un bidon en plastique en prenant l'eau de la chasse d'eau. Accroché au muret qui cache une partie du WC, se trouve un bac en béton de 85 cm de long pour 50 cm de profondeur. Tout le linge des prisonniers reste dans leurs sacs, sous les deux lits du bas, par manque de place.

Pour éclairer la cellule, il n'y a qu'une ampoule encastrée dans un trou du mur au dessus de la porte. Pour la lumière du jour, il y a un trou avec des barreaux, sans fenêtre située à 2 mètres de hauteur dans le mur opposé à la porte. Ce trou mesure 1,48 m de long par 50 cm de haut. La lumière tant extérieure qu'interne est donc très faible d'autant qu'un mur d'enceinte est proche des cellules.

Il y a un téléviseur de 36 cm posé au dessus de l'armoire métallique vissée au mur. Il n'y a qu'une seule prise de courant que nous ne pouvons pour ainsi dire pas utiliser car le réseau électrique est défaillant et disjoncte souvent à la moindre consommation électrique. C'est ainsi qu'on nous refuse les bouilloires électriques qui pourtant seraient pratiques pour préparer le café, le thé ou des soupes.

Pour terminer, un ventilateur est accroché au mur dans les cellules mais pas toutes. Il faut savoir qu'actuellement l'été arrive et il va faire entre 35 et 40°C ce qui fait que nous sommes obligés de dormir torse nu et à l'air libre alors que nous sommes envahis par

les moustiques, les souris et les cafards, cafards que nous retrouvons parfois dans nos plateaux repas.

A six dans une cellule, nous disposons donc de 3,80 mètres carrés pour circuler, à six ? Ceci est impossible et oblige tout le temps deux à trois d'entre nous à rester couchés sur nos lits car nous ne pouvons pas non plus nous assoier dessus ces lits étant verticalement séparés de 60 cm .

Les promenades commencent le matin à 6 h 30 pour la première pour se terminer à 16 heures pour la dernière. Elles durent ½ heure le matin et ½ heure l'après midi car dans la maison d'arrêt compte 192 détenus répartis en quatre blocs, il n'y a que deux gardiens. Cela dit, nous avons tout de même du sport le lundi, mercredi et vendredi matin pendant 1h30, ce qui fait que ces jours là, nous sommes enfermés dans la cellule pendant 22 heures sur 24 au lieu des 23 tous les autres jours.

Pour la nourriture, en dehors du fait que c'est toujours la même chose et parfois immangeable. On nous donne de l'eau chaude, des sachets de café, sucre et thé, le matin à 5 h 30, pour le repas de midi, il nous est donné dans la cellule entre 10 h 30 et 10 h 45 et celui du soir entre 16 h 30 et 16 h 45. Ces repas se résument à une barquette en inox contenant le plat principal et un fruit, un gâteau sec ou un yaourt. Comme je l'ai dit plus haut à plusieurs reprises, nous avons trouvé des cafards, des chenilles et même un bout de caoutchouc dans le plat principal !

Enfin pour les visites, nous ne disposons que de deux visites d'une demi-heure par semaine alors que le code de procédure pénale, le guide du prisonnier de l'OIP et le recueil « droits et devoirs de la personne détenue » du Ministère de la Justice diffusé et applicable depuis janvier 2009 stipulent que les prévenus doivent avoir au minimum trois visites par semaine.. En nombre de visites nous sommes donc en deçà de la loi et pour le temps de visite minimum légal.

J'ai saisi officiellement la direction du Centre Pénitentiaire en leur demandant de respecter la loi et les directives du Ministère mais à ce jour rien n'a changé.

Sachez aussi qu'il n'y a aucune structure de formation permettant une réinsertion efficace des jeunes ce qui fait que beaucoup d'entre eux entrent en prison pour de petits délits, s'endurcissent pendant leur détention et à leur sortie deviennent des petits caïds.

Depuis cinq mois que je suis là, j'en ai vu sortir un bon nombre de jeunes qui sont revenus pour de nouveaux faits quelques jours ou semaines plus tard.

A peu près 97 % de la population carcérale sont des jeunes kanak et pour des faits identiques, j'ai remarqué que ces jeunes sont plus facilement et plus lour-

dement condamnés. Je doute franchement de l'indépendance de la justice ici chez nous.

Pour ce qui concerne, l'accès aux soins, il y a un médecin et deux infirmiers. Le médecin est là les jours ouvrables et un infirmier passe les jours non ouvrables pour les soins uniquement. Un dentiste vient 2 fois par semaine ce qui fait que les patients attendent au minimum 2 à 3 mois pour être reçus.

Le Camp-Est est une prison d'un autre temps, délabrée, construite il y a plus d'un siècle. Je pense que certains blocs de détention ont été construits avec des matériaux qui renferment de l'amiante ce qui est le cas d'une majorité de monuments de cette époque.

Nous détenons le record de France d'évasions avec 14 depuis début 2009. Ceci ne me choque pas car les détenus dont la famille est dans le Nord ou les îles n'ont presque jamais de visites. Aucune cabine téléphonique n'est mise à disposition au moins pour ces détenus. Je m'étonne d'ailleurs qu'il n'y ait pas plus de suicides.

Le personnel du Centre Pénitentiaire n'est pas mieux traité pour ce qui concerne les conditions de travail, ce qui affecte évidemment les conditions de détention.

Il y a un peu plus de 70 gardiens, effectif théorique car dans la pratique avec les congés, les arrêts maladie dus souvent au stress il n'en reste que 45 à 50 pour gérer 24h sur 24 plus de 420 détenus. Certains dimanche, il n'y a eu dans le Camp-Est que 4 gardiens, un pour 100 détenus, invraisemblable et pourtant vrai. Beaucoup de gardiens, dont certains de mon syndicat n'aspirent qu'à une seule chose, être mutés dans une autre administration. Ils sont totalement démotivés.

Pour ce qui me concerne je ne vais pas rester ici une éternité mais je crains beaucoup pour tout le monde que ce soit détenus ou gardiens.

Il faut, dans les plus brefs délais, apporter des changements radicaux, faute de quoi on va à la catastrophe. Maintenant que je connais la réalité du Camp-Est, je vais me battre pour faire changer les choses.

Je vous remercie d'avoir pris de votre temps pour lire ce petit état des lieux de la prison qui à mon sens aujourd'hui se classe à la dernière place des prisons dites françaises. La patrie des droits de l'homme n'a vraiment pas de quoi être fière de ce qu'elle fait ici dans notre pays. ■

**Gérard JODAR**  
**Président de l'USTKE**  
**Détenu au Bloc 1 Cellule 4**  
**Centre Pénitentiaire de Nouméa**

## AUSTRALIE

# Le chef de l'Exécutif australien, Kevin Rudd, s'excuse auprès des "enfants oubliés"

**M**elbourne, lundi 16 Novembre dernier, les excuses prononcées par le Premier ministre australien Kevin Rudd aux générations "oubliées" d'enfants ont apparemment suscité de nouveaux aveux concernant l'histoire récente de ce pays. Mi-novembre, le quotidien de Melbourne, The Age, révélait qu'en interne, l'Université de Melbourne avait profité de ces excuses nationales pour elle aussi s'excuser aux générations "oubliées" concernant une forme particulière de mauvais traitements : des expériences médicales.

Selon ce quotidien, le Vice-président de l'Université, Glyn Davis, dans un courriel adressé aux enseignants et aux étudiants de son institution, a clairement évoqué, pour la première fois, l'existence jusque dans les années 1970 d'un programme d'expérimentation de vaccins sur des orphelins, à des fins de développer des remèdes aux maladies infantiles les plus répandues (comme la poliomyélite ou la coqueluche). L'existence de ce genre de pratiques avait été jusqu'ici mentionnée par un rapport d'une commission d'enquête sénatoriale, mais seulement concernant des instituts de recherche médicale. " Il est donc également approprié que l'Université saisisse cette occasion pour exprimer son profond regret pour le rôle qu'ont joué des chercheurs liés à notre communauté dans les essais et recherches de vaccination conduits après la seconde guerre mondiale et qui ont utilisé des enfants placés dans des orphelinats comme « sujets », cite le quotidien depuis le courriel obtenu.

Assortie à ces excuses se trouve aussi une offre d'aide psychologique pour " tous ceux qui ont pu être affectés par ces pratiques ". S'exprimant dans l'enceinte du Parlement fédéral, M. Rudd, a reconnu officiellement les " souffrances " et l' " exploitation " dont ont été victimes environ cinq cent mille enfants originaires notamment du Royaume-Uni qui, entre les années 1920 et les années 1970, ont été placés de force dans des institutions australiennes, où ils ont subi des mauvais traitements.



Les excuses du Premier ministre australien font suite à celles, prononcées en février 2008 aux " générations volées " d'enfants aborigènes placés eux aussi dans des institutions dans le cadre d'un programme d'assimilation forcée.

Près d'un millier de ces membres de la génération " oubliée " avaient fait le déplacement pour entendre, non sans émotion, le discours du chef de l'exécutif australien, dans lequel il a appelé à une réconciliation nationale concernant ce douloureux chapitre de l'histoire de l'île-continent, alors sous tutelle britannique directe.

" Nous demandons pardon pour la tragédie, la tragédie absolue de ces enfances perdues... Des enfances vécues dans des endroits austères et autoritaires, où les noms étaient remplacés par des chiffres (...) À vous, ces enfants à qui on avait confié la garde, nous demandons pardon pour toutes ces injustices (...) Nous évoquons avec honte le fait que tant d'entre vous ont eu froid, faim et ont été laissés seuls, sans endroit pour se cacher et personne, absolument personne vers qui se tourner ", a notamment déclaré M. Rudd, qui a promis de " tout faire pour ne jamais permettre que ceci se reproduise ". ■

# Nouvel accrochage en mer

**C**anberra, 7 janvier. Alors que les autorités japonaises de recherche scientifique (et leur institut de recherche sur les cétacés) et les activistes de l'organisation écologiste Sea Shepherd se rejettent mutuellement la responsabilité de la collision survenue le 6 janvier dans les Mers du Sud, en plein Antarctique, entre le baleinier Shonan Maru 2 et le trimaran futuriste Ady Gil, dont le nez a été emporté par l'impact, les gouvernements limitrophes australien et néo-zélandais ont renouvelé leur appels à la "retenue" de la part des deux parties, soulignant le danger que comportait ce genre d'affrontement pour des vies humaines.

Peter Garrett, ministre australien de l'environnement, tout en condamnant ce dernier incident entre les baleiniers japonais (qui contournent le moratoire à la chasse aux cétacés mis en place par la Commission Baleinière Internationale, la CBI, depuis 1986, sous prétexte de recherches scientifiques) et cette organisation réputée radicale, a aussi indiqué que son gouvernement recherchait actuellement les éventuelles options juridiques dont il dispose.

Le motif de cette éventuelle démarche juridique serait de déterminer si le gouvernement peut, aux termes du droit international, mobiliser des moyens dans la région pour suivre les activités des baleiniers japonais. Par ailleurs, une enquête sur cet incident devrait être ouverte sous peu et impliquer non seulement les autorités maritimes australiennes (l'accident ayant eu lieu dans des eaux sous responsabilité australienne), mais aussi néo-zélandaises, où l'Ady Gil est enregistré.

" Les Mers du Sud sont une région isolée et inhospitalière, où le risque d'incidents adverses est élevé et la capacité de secours ou d'assistance est faible. Le gouvernement australien a, de manière répétée, demandé à toutes les parties d'exercer de la retenue afin d'assurer la sécurité en mer. Il condamne aussi les activités violentes ou dangereuses. L'enquête sur ce qui s'est exactement passé va se poursuivre ", a rappelé le ministre australien. " Tout comme le gouvernement de Nouvelle-Zélande est opposé à la mise à mort de baleines dans les Mers du Sud, il est tout aussi opposé à ce que des gens se fassent tuer au cours de manifestations anti-chasse (...). Des vies ont été mises en danger de manière très grave ", a ajouté pour sa part Murray McCully, ministre néo-zélandais des affaires étrangères, qui a lui aussi exhorté les parties à faire montre de " retenue ".

Les six activistes membres de l'équipage de l'Ady



Gil ont pu être secourus par un autre vaisseau de Sea Shepherd, le Bob Barker, et sont ressortis indemnes de la collision.

Lors des saisons précédentes et au début de cette saison, depuis décembre, de précédents accrochages et poursuites en mer avaient eu lieu, impliquant notamment l'usage par les activistes de boules pointues et de lasers verts pointés sur l'équipage des baleiniers pour les aveugler temporairement.

## **Prochaine campagne de recherche australo-néo-zélandaise : sans tuer les baleines**

L'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui font partie du camp des " protecteurs " au plan mondial (aux côtés, entre autres, de la France, des États-Unis ou du Royaume-Uni) et donc opposés à la chasse aux cétacés, indiquent toujours qu'ils privilégient la voie diplomatique pour tenter de convaincre Tokyo de renoncer à cette chasse dite " scientifique ". Mais ces deux pays ont aussi annoncé ces derniers mois le lancement prochain, cette année, d'une campagne, elle aussi de recherche scientifique sur les baleines, qui ferait ostensiblement usage de méthode de pointe et non létales.

L'objectif premier de cette campagne sera de faire la preuve que l'argument scientifique utilisé par les Japonais pour contourner le moratoire de la CBI ne tient plus et que la recherche scientifique sur les cétacés est tout à fait possible sans tuer ces mammifères. La première expédition sous le signe de cette campagne devrait débuter le 1<sup>er</sup> février 2010, à bord d'un vaisseau néo-zélandais de l'institut de recherche NIWA. Avec dix-huit scientifiques à bord, elle est prévue pour durer six semaines avec comme thème l'étude de l'impact des changements climatiques sur les baleines. Des moyens tels que des dards émetteurs, le satellite, ou encore les sonars, seront privilégiés. ■

**Sources : Flash Océanie**  
**Source photo : Sea Shepherd**

28 FÉVRIER - SÉMINAIRE POLITIQUE DU PT



11 MARS - MOBILISATION À TONTOUTA



29 MARS - COORDINATION DES ÎLES DU PT



25 AVRIL - DÉMONTAGE PIQUET CARSDUD



30 MAI - DEVANT LE TRIBUNAL DE NOUMÉA



16 JUIN - MANIFESTATION PLACE BIR HAKEIM



# 2009

*Comme l'année précédente, 2009 aura été une année difficile et éprouvante, marquée par la durée du conflit Aircal, par des marches criantes sur la situation sociale et économique du pays. La protection de l'emploi local, la dénonciation de la répression policière, l'attitude méprisante de l'Etat français par rapport à nos mouvements sur le terrain. L'arrestation de nos nombreux militants et du président de l'USTKE. Que dire d'autre si ce n'est qu'il faut continuer à se battre sur le terrain syndical, à l'intérieur des entreprises, afficher nos valeurs, nos convictions, nos principes fondamentaux face aux patrons. Arrêt sur image sur des moments clés de l'année 2009.*

30 JUILLET - COLLECTIF POUR LA LIBÉRATION DES CAMARADES



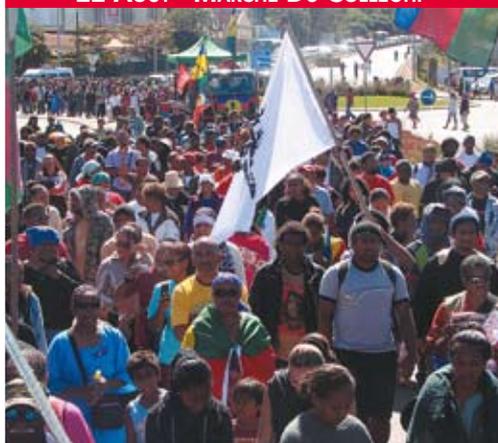
16 SEPTEMBRE - COLLECTIF AU PARLEMENT EUROPÉEN



21/22 NOVEMBRE - OPÉRATION 300 BOUGNAS



22 AOÛT - MARCHÉ DU COLLECTIF



19 OCTOBRE - VAE PRÉSENTÉ À L'USTKE



11 DÉCEMBRE - PÈRE NOËL

